

# « L'acteur politique le plus important des sociétés libérales, c'est l'entreprise »

Dans son dernier ouvrage « L'entreprise dans la démocratie », Pierre-Yves Gomez, le directeur de l'Institut français de gouvernement des entreprises à l'EM Lyon explique comment l'entreprise capitaliste et la société démocratique libérale cohabitent

>> **L'entreprise a-t-elle pris le pouvoir ?**

L'acteur politique le plus important des sociétés libérales, c'est l'entreprise. Ce n'est pas l'État et ce ne sont pas les individus. Or c'est l'acteur politique dont on ne parle jamais.

>> **Pourquoi ?**

Le projet d'une société libérale et moderne, se fonde sur l'individualisme et l'autonomie des individus. Pour que cette société puisse fonctionner, il faut aussi des espaces qui fassent sens commun.

Aujourd'hui, les entreprises prétendent donner du sens à notre vie en organisant du travail, c'est-à-dire l'essentiel de l'activité humaine. Ce n'est pas un accident de l'Histoire que de voir apparaître le libéralisme comme idéologie politique de référence en Occident au même moment où émerge l'entreprise. Un prix Nobel d'économie, Herbert A. Simon disait que l'on parlait toujours d'économie de marché mais en fait, il y a peu de marché et beaucoup d'entreprises dans notre société.

>> **Dans une société qui est finalement très fragmentée...**

Oui, au niveau des individus où l'on constate de moins en moins de solidarités entre eux. Mais cette fragmentation est compensée par l'hyperconcentration du sens donnée par l'entreprise. C'est le paradoxe libéral.

>> **Mais alors qui gouverne ?**

Notre activité sociale est conduite par les entreprises parce qu'on y travaille mais aussi parce que l'essentiel des biens que nous utilisons sont créés par les entreprises. Nous sommes entièrement encadrés par ce que les entreprises produisent. Ce sont donc les entreprises qui ont un rôle politique essentiel. Bien plus grand que celui des États.

>> **Le gouvernement des entreprises est donc plus influent que celui des États ?**

Oui, il est bien plus déterminant que celui des villes ou même de beaucoup d'États. Les 500 premières entreprises représentent 40 % du PIB mondial. Leurs conseils d'administration orientent donc près de la moitié de l'économie mondiale.

>> **Comment se comporte cette société en cas de crise comme celle d'aujourd'hui ?**

Quand tout va bien, nous sommes tous orientés vers la performance. C'est le seul objectif commun. Mais quand on est en crise, il n'y a plus de sens commun. On a l'impression que c'est irrationnel. C'est d'ailleurs intéressant d'entendre des réactions du genre : « Il faut revenir à la raison ». Comme si l'économie, c'était la raison. Alors que si on analyse la croissance que l'on vient de connaître, elle était absolument déraisonnable.

>> **Pourquoi ?**



D'après Pierre-Yves Gomez, la crise est plus grave qu'on ne l'imagine / Christelle Viviant

Elle est fondée sur de la spéculation et elle est hyperconsommatrice d'énergie. Notre religion commune, c'est l'économie.

>> **Vous évoquez aussi dans votre ouvrage cette tendance à la démocratisation.**  
Inexorablement, toutes les sociétés tendent vers la démocratisation. La seule forme de gouvernance acceptable, c'est la démocratie libérale.

>> **Mais cette société s'avère finalement insatisfaisante par nature ?**

Oui, elle est contradictoire par nature. On se donne pour objectif l'irréalisable. Ou alors on « cultive son jardin » comme Voltaire dans Candide, c'est-à-dire un objectif de petits bourgeois autour de son pré carré. C'est assez limité pour la société.

>> **Comment analysez-vous la crise d'aujourd'hui ?**

Le système économique, mis en place dans les années 70, financé par l'épargne liée à la crois-

sance est tellement consommateur d'énergies, humaine et physique que toutes les possibilités de création ont été siphonnées. La crise est plus grave qu'on ne l'imagine. Ce n'est pas une simple crise financière que l'on pourrait résoudre, ni même une crise économique mais c'est une crise du système de croissance.

>> **Que proposez-vous ?**

Trouver un système de croissance moins énergivore. Mais plusieurs scénarii sont possibles. La crise peut nous révéler soit l'effondrement, soit des adaptations qui vont prendre quelques bonnes années, une décennie de remise en cause autour d'un nouveau système productif.

>> **Lequel ?**

C'est là où l'on ne voit pas très clair. Est-ce que ce sera un système fondé sur de nouveaux relais de croissance comme l'écologie ou un nouveau mode de croissance fondé paradoxalement sur la décroissance ? Aujourd'hui, on

ne peut pas trancher car on ne sait pas ce que les économies vertes signifient réellement en terme de création de valeur. Quant à la décroissance, elle entraînerait un nouveau mode de consommation. Donc une réorganisation sociale radicale.

>> **D'autres scénarii sont-ils envisageables ?**

On fait repartir la machine financière sans tenir compte des problèmes énergétiques. Mais je crois peu en ce scénario car la machine financière est fortement entamée. Et puis, il va falloir rembourser l'endettement public. Je vois mal comment on pourrait repartir comme si de rien n'était. Un autre est possible : c'est celui de la catastrophe au sens mathématique, c'est-à-dire le basculement, ça craque, le social ne suit plus et c'est le basculement. Les mouvements deviennent révolutionnaires, la guerre éclate comme on l'a vu dans les années trente. Mais ce scénario est non « probabilisable ». Donc plus on change de modèle et plus cette mutation prendra du temps.

Propos recueillis par Vincent Rocken

Les  
Petites  
Annonces

# Emploi

C'est tous les mardis et samedis  
dans **LE PROGRÈS** et sur  
**www.rhonalpemploi.com**

Déposez gratuitement votre CV sur

**www.rhonalpemploi.com**

**LE PROGRÈS**